

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cité administrative  
BP1708  
Cedex 09  
65017 Tarbes

Tarbes, le 05/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DELILE ET FILS SARL**

ZI

Route de Nérac  
32100 Condom

Références : 2024-0085-Dp  
Code AIOT : 0006806918

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2024 dans l'établissement DELILE ET FILS SARL implanté ZI d'Engachies Route de l'Arçon 32000 Auch. L'inspection a été annoncée le 28/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans la cadre de l'action nationale DEEE et d'une initiative de l'Inspection de faire le point sur la gestion du risque incendie sur site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DELILE ET FILS SARL
- ZI d'Engachies Route de l'Arçon 32000 Auch
- Code AIOT : 0006806918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DELILE ET FILS exploite un centre de tri/transit/regroupement à Auch et bénéficie d'un arrêté d'autorisation, modifié, en date du 02/10/2019.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trafic D3E
- Déchets
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En marge du contrôle, l'Inspection a évoqué avec l'exploitant les arrêtés ministériels récemment publiés pour les installations de gestion de déchets soumises à autorisation et enregistrement, les dates d'application et les principales évolutions réglementaires sont les suivantes :

- Arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710, 2712, 2718, 2790 ou 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048707626>

- Arrêté du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048679898>

- Arrêté du 22 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048679982>

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Dispositions dans contrat-type éco-organisme agréé	Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 8.3.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Analyse du risque foudre	Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 8.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I	Sans objet
6	Incendie	Arrêté Préfectoral du 02/10/2009, article 7.6.3	Sans objet
7	ARTICLE 7.6.5. PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS	Arrêté Préfectoral du 02/10/2009, article 7.6.5.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le risque incendie a bien été appréhendé par l'exploitant qui doit cependant poursuivre les efforts de formalisation, notamment des consignes de sécurité, des attestations de formation du personnel, de suivi du plan d'actions correctives en lien avec la vérification des installations électriques. Il devra faire réaliser en outre une analyse du risque foudre.

Au sujet des DEEE, dont la traçabilité et le transit sur site sont bien réalisés, le contrat avec l'éco-organisme doit être mis à jour.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Contrat avec un éco-organisme**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
<b>Prescription contrôlée :</b> I. – Au sens du présent article, on entend par :  1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;  2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.  II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un

producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

#### **Constats :**

L'exploitant exerce une activité de tri/transit/regroupement de DEEE puis les apporte sur le site de Colomiers de la société AFM RECYCLAGE. Aucun traitement - ni extraction de fluides - n'est réalisé sur site.

L'exploitant a contractualisé avec ECO-SYSTEM pour la collecte des GEM HF (gros électroménagers hors froid). Le contrat courait du 01/01/2016 au 31/12/2018, ce dernier pouvant être reconduit par accord écrit mais l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'Inspection un tel accord.

Par ailleurs, l'Inspection a vérifié par sondage la maîtrise par l'exploitant de l'application Trackdéchets. Au sujet, des DEEE, pour l'année 2024, aucune non-conformité n'a été détectée et l'exploitant s'est parfaitement approprié l'outil.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant devra fournir l'accord écrit de reconduction du contrat.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

**N° 2 : Dispositions dans contrat-type éco-organisme agréé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositions devant figurer dans le contrat prévu à l'article R. 543-200-1
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement doit prévoir au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– que les producteurs ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté et les producteurs adhérents des éco-organismes agréés aient accès aux informations nécessaires à l'amélioration du traitement des déchets objet du contrat, dont disposent les opérateurs de gestion des déchets, afin que ces producteurs puissent prendre en compte dans la conception et la fabrication de leurs équipements les difficultés relatives à la gestion des déchets qui en sont issus, conformément aux dispositions de l'article R. 543-176 du code de l'environnement ;</li> <li>-les modalités de contrôle, par l'éco-organisme agréé ou le producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté, de la conformité de la gestion des déchets objets du contrat jusqu'à leur traitement final, incluant tous les opérateurs de gestion auxquels sont remis les déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement ;</li> <li>– que les informations relatives à la gestion desdits déchets sont enregistrées au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques prévu à l'article R. 543-202 du code de l'environnement par les éco-organismes agréés ou les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés. Lesdits contrats doivent garantir que les informations relatives à la gestion de tout lot de déchets sont enregistrées une seule et unique fois au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques ;</li> <li>– les compensations financières versées aux opérateurs de gestion de déchets par les éco-organismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés afin d'assurer la traçabilité de ces derniers jusqu'à leur traitement final et les éventuels surcoûts de gestion imposés par les écoorganismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés au-delà des exigences réglementaires ;</li> <li>– le cas échéant, une annexe indiquant la liste des différentes entreprises chargées par les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés d'exécuter une partie de la gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, précisant leurs adresses et les opérations de gestion qui leur sont confiées.</li> </ul> <p>Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement prévoit que les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels</p>

approuvés ou attestés remettent un justificatif à tous les opérateurs de gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, avec le nom de l'éco-organisme agréé ou du producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté avec lesquels lesdits contrats ont été conclus, la référence précise, la date de début et la date de fin desdits contrats, la nature précise des déchets pouvant être gérés au titre desdits contrats, les opérations de gestion confiées et les obligations nécessaires au respect desdits contrats.

**Constats :**

Le contrat qui courait du 01/01/2016 au 31/12/2018 ne répondait pas à l'ensemble des dispositions ci-dessus.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra fournir le contrat renouvelé. Celui-ci devra prévoir au minimum :

- que le producteur adhérent de l'éco-organisme agréé ait accès aux informations nécessaires à l'amélioration du traitement des déchets objet du contrat ;
- les modalités de contrôle, par l'éco-organisme agréé, de la conformité de la gestion des déchets objets du contrat jusqu'à leur traitement final, incluant tous les opérateurs de gestion auxquels sont remis les déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement ;
- que les informations relatives à la gestion desdits déchets sont enregistrées au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques prévu à l'article R. 543-202 du code de l'environnement par les éco-organismes agréés. Lesdits contrats doivent garantir que les informations relatives à la gestion de tout lot de déchets sont enregistrées une seule et unique fois au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques ;
- les compensations financières versées aux opérateurs de gestion de déchets par les éco-organismes agréés afin d'assurer la traçabilité de ces derniers jusqu'à leur traitement final et les éventuels surcoûts de gestion imposés par les écoorganismes agréés ;
- le cas échéant, une annexe indiquant la liste des différentes entreprises chargées par les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés d'exécuter une partie de la gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, précisant leurs adresses et les opérations de gestion qui leur sont confiées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1mois

**N° 3 : Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I

**Thème(s) :** Autre, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE

**Prescription contrôlée :**

Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :

- pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs.
- couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :
- la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ;

<p>-l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;</p> <p>-l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).</p> <p>Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes :</p> <p>-elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ;</p> <p>-les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ;</p> <p>-les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ;</p> <p>-elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les exigences de transit, regroupement, tri des DEEE sont satisfaites.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Consignes d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <p>l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque sauf délivrance préalable d'un permis de feu, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;</p> <p>l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</p> <p>l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;</p> <p>les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</p> <p>les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</p> <p>les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</p> <p>les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales ;</p> <p>les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</p> <p>la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</p> <p>les modes opératoires ;</p> <p>la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</p> <p>les instructions de maintenance et de nettoyage ;</p> <p>l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</p> <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions techniques du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>
<p><b>Constats :</b></p>



L'Inspection a constaté, par sondage, que toutes les consignes requises n'existaient pas. Parmi celles consultées, les consignes "presse cisaille" et "réception des déchets", dont le modèle date de 2011, elles ne sont ni datées (de la formation) ni signées (ni par le formateur ni par le personnel formé).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra établir, a minima, les consignes suivantes et justifier la conformité avec les prescriptions techniques du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, avec l'obligation d'informer l'Inspection des installations classées en cas d'accident.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1mois

**N° 5 : Formation du personnel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Formation du personnel

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, ait une formation adaptée.

L'exploitant définit un programme de formation adapté aux différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier :

- les risques liés à la manipulation des déchets dangereux réceptionnés et stockés, y compris les risques d'incompatibilité ;
- le risque incendie et la manipulation des moyens d'extinction ;
- la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ;
- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;
- la gestion des déchets présents sur le site ;
- les formalités administratives et contrôles à réaliser sur les déchets entrants et sortants ;

<p>les moyens de protection et de prévention ;</p> <p>les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants.</p> <p>La formation peut-être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.</p> <p>Le programme personnalisé de chaque agent et, le cas échéant, leurs certificats d'aptitudes sont consignés dans le dossier prévu à l'article 2.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 octobre 2009.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de programme de formation ni d'attestation de formation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra définir un programme de formation adapté aux différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les risques liés à la manipulation des déchets dangereux réceptionnés et stockés, y compris les risques d'incompatibilité ;</li> <li>- le risque incendie et la manipulation des moyens d'extinction ;</li> <li>- les consignes de sécurité présentes sur le site ;</li> <li>- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;</li> <li>- la gestion des déchets présents sur le site ;</li> <li>- les moyens de protection et de prévention.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1mois</p>

#### N° 6 : Incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2009, article 7.6.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériel de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie, conformes aux normes en vigueur, comportent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>•des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés;</li> <li>•deux robinets d'incendie armés (RIA) répartis, l'un à proximité du bungalow de la déchetterie et l'autre sur la zone de déconstruction des VHU. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel;</li> <li>•trois poteaux incendie normalisés, deux situés sur le site d'exploitation et un à 50 m des installations, sur le domaine public. Ces trois poteaux incendie délivrent un débit simultané de 180 m3/h.</li> </ul> <p>Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers. Des issues de secours doivent être prévues en nombre suffisant et réparties dans les locaux de façon à éviter</p>

les culs de sac.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie présents sur site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 27 extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés, comme par exemple un extincteur à gaz près de l'armoire électrique ;</li> <li>• cinq robinets d'incendie armés (RIA) disposés en zones "côté clients bas n°1", "presse cisaille n°5", "presse carton/centre de tri n°3", "stock fer extérieur n°2" et "ex coté clients haut n°4" ;</li> <li>• trois poteaux incendie normalisés, deux situés sur le site d'exploitation - délivrant 61.2 m3/h comme l'atteste le rapport de vérification SECURIS du 26/09/2019 - et un à 50 m des installations, sur le domaine public.</li> </ul> <p>26 sur 27 extincteurs ont été vérifiés du 18/10/2023 au 01/11/2023 (l'extincteur n° 11 était neuf). Le contrôle a été reporté sur le registre de sécurité du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : ARTICLE 7.6.5. PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2009, article 7.6.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Article 7.6.5.1. Bassin de confinement et bassin d'orage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un bassin de confinement, situé sur la partie Nord-Ouest du site, permet de recueillir d'une part, l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) et d'autre part, le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées issues des voies de circulation, des aires de stationnement et des aires de stockage des déchets. Ce bassin, étanche aux produits collectés, est muni, à sa sortie, d'une vanne de sectionnement permettant de confiner les effluents pollués. Les eaux issues de ce bassin sont canalisées puis dirigées, pour traitement avant rejet dans le milieu naturel, vers un débourbeur/déshuileur. Le bassin est calculé pour pouvoir recueillir une pluie de fréquence décennale de 30 mn et l'ensemble du dispositif permet de réguler les rejets dans le fossé jouxtant le site à un débit de fuite de 3l/s/ha.</p> <p>Ce bassin, d'une capacité de 360m3 tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et des eaux d'extinction d'un incendie majeur sur le site. Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p> <p>Avant rejet dans le milieu naturel, les eaux issues de ce bassin doivent respecter les normes de rejet mentionnées à l'article 4.3.8 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bassin est fonctionnel, conforme et l'exploitant dispose d'une attestation de 2011 de la société NARTET TP qui stipule que le volume du bassin est de 360 m3.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées et maintenues conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont maintenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à une modification et annuellement par un organisme compétent. L'exploitant tient à jour un registre « électrique » dans lequel sont mentionnés, les dates des contrôles, le nom de l'organisme vérificateur, la conformité de l'installation au regard des zones de dangers incendie et explosion et les éventuelles non conformités constatées. Si des non-conformités sont relevées par l'organisme qui a réalisé le contrôle, l'exploitant est tenu d'y apporter des actions correctives sous les plus brefs délais en priorisant les plus importantes en terme de danger. Les réparations effectuées sont mentionnées dans le registre susvisé. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
<b>Constats :</b>  Les installations électriques ont été contrôlées le 06/07/2023 (et la fois précédente le 22/09/2022). Sept observations ressortent du dernier contrôle néanmoins l'Inspection n'a pas pu vérifier le suivi et la résolution des non-conformités constatées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant mettra en place un suivi des non-conformités électriques relevées dans les rapports de contrôle et indiquera les actions correctives déployées pour rétablir la conformité des installations. Ce suivi sera transmis à l'Inspection à sa création puis tenu à sa disposition.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

**N° 9 : Analyse du risque foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2015, article 8.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse du risque foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. Elle identifie les équipements et installations pour lesquels une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305 2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers

ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas d'analyse du risque foudre identifiant les équipements et installations pour lesquels une protection doit être assurée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra transmettre à l'Inspection un devis d'analyse du risque foudre sous un mois puis l'analyse du risque foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1mois